Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 130

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 9 giugno 1950** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1950

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
11 gennaio 1950, n. 289.

Esecuzione dell'Accordo commerciale, di pagamenti e scambi di Note fra l'Italia e la Polonia, conclusi a Roma il 15 giugno 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero e ad interim per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi, conclusi a Roma, fra l'Italia e la Polonia, il 15 giugno 1949:

a) Accordo commerciale;

b) Accordo di pagamento;

c) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° luglio 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — VANONI — BERTONE

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 maggio 1950
Atti del Governo, registro n. 33, foglio n. 20. — FRASCA

Accord commercial
entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République de Pologne, désireux de développer autant que possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les deux Parties contractantes reconnaissent que le bénéfice de la nation la plus favorisée sera réservé à l'autre Partie contractante, dans le cadre fixé par la Convention polono-italienne, signée le 12 mai 1922.

Article 2.

L'Italie et la Pologne s'accorderont mutuellement un traitement aussi favorable que possible, dans l'octroi des autorisations d'exportation et d'importation, de manière à faciliter le développement de leurs échanges réciproques.

Article 3.

Le Gouvernement polonais autorisera l'exportation de Pologne vers l'Italie des marchandises indiquées dans la liste *A* ci-annexée, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs mentionnées dans la dite liste.

De son côté, le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie des dites marchandises, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste.

Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation, ou à l'exportation suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Article 4.

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation d'Italie vers la Pologne des marchandises indiquées dans la liste *B* ci-annexée, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs mentionnées dans la dite liste.

De son côté, le Gouvernement polonais autorisera l'importation en Pologne des dites marchandises, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste.

Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Article 5.

Les contingents indiqués dans les listes *A* et *B* ci-annexées, sont valables pour une période d'une année à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Chaque année, la Commission Mixte prévue à l'article 9 du présent Accord se réunira en principe trois mois avant l'expiration de la période pour laquelle les listes *A* et *B* ci-annexées auront été établies, afin de dresser les nouvelles listes des contingents pour l'année suivante.

Article 6.

Les deux Gouvernements chercheront, dans la mesure du possible, à maintenir l'équilibre dans l'utilisation proportionnelle des contingents figurant dans les listes *A* et *B* ci-annexées.

Article 7.

L'octroi des autorisations d'importation et d'exportation sera effectué dans le plus bref délai possible, dès que le présent Accord sera entré en vigueur.

En ce qui concerne les produits ayant un caractère saisonnier, les autorisations d'exportation et d'importation seront délivrées en temps utile, par les autorités compétentes, en tenant compte du caractère particulier des besoins.

Les contrats et factures relatifs aux marchandises énumérées dans les listes *A* et *B* ci-annexées, seront normalement conclus ou établis et respectivement libellés en dollars U.S.A., les prix s'entendant franco-frontière du pays exportateur, à moins qu'il n'en ait été autrement décidé.

Article 8.

Les deux Gouvernements pourront, d'un commun accord, augmenter les contingents prévus dans les listes *A* et *B* et y ajouter des contingents pour d'autres marchandises. Dans ce but, les deux Gouvernements s'engagent à échanger leurs vues, soit par l'intermédiaire de la Commission Mixte prévue à l'article 9 du présent Accord, soit par les moyens diplomatiques ordinaires, afin de prendre en considération toute possibilité de faciliter l'application du présent Accord.

Article 9.

Il sera institué une Commission Mixte composée des délégués des Gouvernements italien et polonais, qui sera chargée de surveiller le bon fonctionnement du présent Accord et de faire toute proposition s'y rapportant.

La Commission Mixte se réunira à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante.

Cette Commission aura également pour tâche d'établir les nouvelles listes des contingents valables pour l'année suivante, comme le prévoit l'article 5 du présent Accord.

Article 10.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er juillet 1949. Il est conclu pour une durée de trois ans et sera automatiquement prorogé d'année en année pour une période de douze mois, s'il n'est pas dénoncé avec un préavis de six mois, avant son expiration, c'est à dire pour la première fois, au plus tôt le 31 décembre 1951.

Fait en français à Rome en deux exemplaires, le 15 juin 1949.

Pour l'Italie	*Pour la Pologne*
D'AJETA	ADAM OSTROWSKI
	ADAM ROSE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*

EXPORTATIONS POLONAISES VERS L'ITALIE

Marchandises	Quantités	Valeur en $ USA
1. Charbon	T. 1.000.000	
2. Avoine	» 20.000	
3. Orge	» 10.000	
4. Seigle	» 5.000	
5. Malt	» 500	
6. Alcool		$ (1) 50.000
7. Semences de pommes de terre	» 5.000	
8. Haricots	» 1.000	
9. Fécule de pommes de terre	» 1.300	
10. Semences de betteraves à sucre et fourragères	» 300	
11. Semences diverses		» 50.000
12. Sucre	» (2) 5.000	
13. Racines de chicorée	» 500	

(1) Suivant le régime d'importation temporaire.
(2) Suivant le régime d'importation temporaire et pour les navires.

Marchandises	Quantités	Valeur en $ USA
14. Plantes médicinales		$ 50.000
15. Caséine	T. 300	
16. Champignons séchés		» 50.000
17. Oeufs	n. 45.000.000	
18. Volaille	T. 1.000	
19. Poils et soies d'animaux		» 50.000
20. Peaux de veaux	n. (1) 1.000	
21. Boyaux		» 100.000
22. Plumes et duvet		» 50.000
23. Poudre de zinc	» 500	
24. Blanc de zinc	» 50	
25. Gaz liquide	» 1.000	
26. Paraffine raffinée	T. 1.000	
27. Vaseline technique	» 100	
28. Cire Montana	» 200	
29. Benzol	» 500	
30. Naphtaline	» 600	
31. Goudron de bois	» 600	
32. Bisulphite de sodium	» 100	
33. Potasse caustique	» 200	
34. Térébenthine	» 50	
35. Produits chimiques divers		» 100.000
36. Bois de sciage	mc. 10.000	
37. Bois à cellulose	T. 100 000	
38. Charbon de bois	» 2.500	
39. Fonte	» 3.000	
40. Lingots d'acier	» 3.500	
41. Verre optique	» 1	
42. Films impressionnés		» 50.000
43. Livres, journaux, etc.	p. m.	p. m.
44. Marchandises diverses		» 1.000.000

(1) Avec possibilité d'augmentation.

Liste *B*

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS LA POLOGNE

Marchandises	Quantités	Valeur en $ USA
1. Citrons	T. 5,000	
2. Oranges	» 1.000	
3. Jus d'agrumes	p. m.	p. m.
4. Graines fourragères, horticoles et à fleurs	•	$ 100.000
5. Riz	» 1.500	
6. Paille de riz et tiges de sarrasin	p. m.	p. m.
7. Amandes	» 50	
8. Vins et vermouth		» 125.000
9. Huiles essentielles	» 5	
10. Plantes médicinales		» 50.000
11. Tabac		» 2.000.000
12. Sumac	» 100	
13. Extraits de châtaignier	» 2.000	
14. Liège et produits en liège	» 500	
15. Pierre ponce	» 100	
16. Matières tartriques et crème de tartre		» 30.000
17. Soufre grège et ventilé	» 3.500	
18. Minerais de zinc	» 30.000	
19. Fluorine	» 6.000	
20. Mercure	» 60	
21. Talc industriel et pharmaceutique	» 500	
22. Ardoise naturelle		» 50.000
23. Marbre en ouvrages et marbre pour la construction	p. m.	p. m.
24. Chanvre	» 650	
25. Fils de chanvre	» 60	
26. Fils de soie		» 50.000
27. Tissus de soie, y compris la gaze à bluter		$ 150.000
28. Fibres articielles	T. 3.000	
29. Fils de soie artificielle	» 20	
30. Tuyaux en fonte et en acier	» 3.000	
31. Roulements à billes		» 2.000.000
32. Aiguilles pour machines textiles		» 100.000
33. Accessoires et pièces de rechange pour machines textiles, à l'exclusione des aiguilles		» 500.000
34. Motocars et accessoires pour motocycles		» 100.000
35. Pièces détachées pour autovéhicules et tracteurs		» 200.000
36. Machines à coudre pour usages industriels et domestiques		» 100.000
37. Machines pour la production de pâtes alimentaires et pour meuleries		» 50.000
38. Machines, accessoires et pièces détachées pour l'industrie polygraphique		» 150.000
39. Outils et instruments mécaniques		» 200.000
40. Appareils et installations de laboratoire, y compris les instruments de chirurgie et appareils médicaux		» 250.000
41. Appareils, instruments et matériel électrique, y compris le matériel d'isolation		» 150.000
42. Appareils et instruments de mesure, balances, etc.		» 200.000
43. Instruments optiques et de précision		» 100.000
44. Couleurs et vernis		» 50.000
45. Colorants pour l'industrie textile et autres		» 1.600.000
46. Matières premières pour l'industrie pharmaceutique		» 50.000
47. Produits pharmaceutiques et spécialités médicinales		» 100.000
48. Camphre synthétique	» 50	
49. Acide sulphurique	» 3.000	
50. Engrais azotés	p. m.	p. m.
51. Acide citrique et dérives	» 100	
52. Produits chimiques divers		» 300.000
53. Appareils et accessoires pour l'industrie cinématographique		» 50.000
54. Pneux et chambres à air pour automobiles et tracteurs		» 3.000.000
55. Bandes-transporteuses et autres articles de caoutchouc		» 50.000
56. Linoleum		» 50.000
57. Celluloide, bakelite, galatite, et Plexiglass		» 50.000
58. Pellicules, films non impressionnés et matériel pour la photographie et cinématographie		» 100.000
59. Articles en cuir pour usages industriels		» 40.000
60. Boutons		» 30.000
61. Electrodes en graphite	» 400	
62. Croupons de bétail	n. 10.000	
63. Toiles métalliques pour l'industrie du papier	m² 30.000	
64. Films impressionnés		» 50.000
65. Livres, journaux, etc.	p. m.	p. m.
66. Marchandises diverses		» 1.000.000

Accord de paiement
entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République de Pologne sont convenus de ce qui suit afin de régler les paiements courants entre l'Italie et la Pologne:

Article 1.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » ouvrira, au nom de la « Narodowy Bank Polski », un compte en dollars U.S.A. sans intérêts, dénommé « Compte général nouveau » au crédit duquel sera porté la contrevaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes morales ou physiques résidant en Italie auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur de personnes morales ou physiques résidant en Pologne.

La « Narodowy Bank Polski » ouvrira, au nom de l'« Ufficio Italiano dei Cambi », un compte en dollars U.S.A. sans intérêts, dénommé « Compte général nouveau », au credit duquel sera porté la contrevaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes morales ou physiques résidant en Pologne auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur de personnes morales ou physiques résidant en Italie.

Les deux comptes mentionnés ci-dessus se compenseront réciproquement.

Article 2.

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux paiements relatifs aux:

1) livraisons des marchandises dans le cadre des échanges polono-italiens;

2) frais de transport des marchandises, mentionnés sous 1), par voie terrestre, maritime, aérienne ou fluviale, à moins que les Autorités compétentes des deux Pays n'approuvent pas d'un commun accord un autre moyen de paiement;

3) assurances et réassurances (primes et indemnités);

4) commissions, courtages, frais d'entretien des représentations commerciales, frais relatifs à la participation aux expositions, foires, etc.;

5) bénéfices réalisés par des maisons ayant leur siège légal en Italie ou en Pologne pour des affaires de transit (achat de marchandises d'origine polonaise en Pologne par des maisons ayant leur siège légal en Italie et leur vente dans des pays tiers et inversement), à moins que les Autorités compétentes des deux Pays n'approuvent pas d'un commun accord un autre moyen de paiement;

6) frais portuaires encourus par des navires polonais dans les ports italiens et par des navires italiens dans les ports polonais, y compris les réparations ordinaires de ces navires et les pièces de rechange nécessaires;

7) frais de transformation, d'usinage, de montage, de réparations et de travail à façon;

8) salaires, traitements, honoraires, paiements pour services techniques, cotisations et indemnités pour assurances sociales, pensions et rentes résultant d'un contrat de travail, d'emploi ou de louage de services;

9) frais de voyage, d'étude, d'hospitalisation, d'entretien, pensions alimentaires, pensions de secours;

10) entretien des postes diplomatiques et consulaires et des missions officielles;

11) transferts destinés à couvrir les prestations publiques, telles qu'impôts, amendes et frais de justice;

12) soldes périodiques des comptes entre les administrations des chemins de fer, des postes, télégraphes, téléphones ainsi que des compagnies de navigation aérienne ou fluviale;

13) droits et redevances au titre des brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteurs et redevances d'exploitation cinématographique et autres;

14) intérêts relatifs au financement d'opérations commerciales à régler à travers les comptes visés au précédent article 1;

15) tous autres paiements sur lesquels les Autorités compétentes des deux Pays se seront mises d'accord.

Article 3.

Les Autorités compétentes des deux Pays donneront, à titre de réciprocité, dans les limites de leurs règlementations respectives des changes, les autorisations nécessaires pour que les paiements visés à l'article 2 puissent être effectués.

Article 4.

Les versements par les débiteurs et les paiements aux ayants droit seront effectués dans chacun des deux Pays en leur monnaie nationale.

Article 5.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Narodowy Bank Polski » se communiqueront au jour le jour tous les versements que seront effectués auprès d'eux conformément aux dispositions du présent Accord, par le moyen d'avis de versement libellés en dollars U.S.A.

Les paiements aux ayants droit seront exécutés suivant l'ordre chronologique des versements susdits.

Les paiements anticipés seront consentis mais à la condition qu'ils soient expressément prévus dans les contrats d'achat, et conformes aux usages commerciaux et que les bénéficiaires aient obtenu — le cas échéant — les permis d'exportation en tant qu'ils soient nécessaires. Les deux Institutions exécuteront les avis de versement respectivement reçus et constateront, si elles le jugent nécessaire, que les conditions susdites ont été remplis.

Article 6.

Si, à un moment donné, le solde résultant de la compensation des deux comptes visés à l'article 1 vient à dépasser le chiffre de 2 millions de dollars U.S.A., l'Institution créditrice aura la faculté de disposer que l'Institution débitrice n'accepte pas d'autres versements dans le compte en question.

Dès que le solde aura atteint le chiffre de 1.500.000 de dollars U.S.A., la partie créancière pourra exiger que la Commission mixte polono-italienne prévue à l'article 9 de l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui se réunisse sans délai, afin de prendre les mesures nécessaires pour éviter que le solde dépasse la somme de 2.000.000 de dollars U.S.A. mentionnée ci-dessus.

Article 7.

Le solde subsistant à l'expiration du présent Accord, après liquidation des opérations en cours, sera remboursé par des livraisons de marchandises dont la liste sera établie par la Commission mixte polono-italienne.

Article 8.

En cas de besoin, l'« Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Narodowy Bank Polski » pourront, d'un commun accord, faire ouvrir des comptes spéciaux et détermineront, le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces comptes seront établis soit à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » et à la « Narodowy Bank Polski », soit dans d'autres institutions des deux Pays.

Article 9.

Si les Parties contractantes adhèrent à une convention monétaire multilatérale avant que le présent Accord vienne à expiration, elles examineront les termes de ce dernier afin d'y apporter les modifications éventuellement nécessaires.

Article 10.

Les prescriptions du présent Accord remplacent l'Accord de paiement du 10 octobre 1946, ainsi que les Protocoles et les échanges de notes relatifs à cet Accord.

Article 11.

La « Narodowy Bank Polski » et l'« Ufficio Italiano dei Cambi » se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour l'application du présent Accord.

Article 12.

Le présent Accord est valable pour la période allant du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950 et devra être ratifié, aussitôt que possible, pour autant que nécessaire, selon la législation de chacune des deux Parties contractantes. Toutefois les deux Gouvernements pourront le faire entrer en vigueur à titre provisoire par échange de notes.

A l'expiration de ladite période, il sera prorogé par tacite reconduction d'année en année, à moins que l'une des deux Parties contractantes ne le dénonce avec préavis de trois mois.

Fait en français à Rome, en double exemplaire, le 15 juin 1949.

Pour la République de Pologne
ADAM ROSE

Pour la République d'Italie
D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation polonaise

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 10 de l'Accord commercial et à l'article 12 de l'Accord de paiement signés aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de mon Gouvernement, que la date d'entrée en vigueur des deux Accords susdits soit fixée au 1er juillet 1949.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation polonaise au Président de la Délégation italienne

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Me référant à l'article 10 de l'Accord commercial et à l'article 12 de l'Accord de paiement signés aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous proposer, au nom de mon Gouvernement, que la date d'entrée en vigueur des deux Accords susdits soit fixée au 1er juillet 1949 ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement polonais est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation polonaise
ADAM ROSE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation polonaise

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

Au moment de signer l'Accord sur l'échange des marchandises et les listes d'exportation et d'importation applicables pendant la première période annuelle couvrant la période du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950, je tiens à confirmer ce qui suit:

1. Le Gouvernement italien a fait porter toute son attention sur la demande polonaise de fixer le contingent de minerais de zinc à 50.000 tonnes par an. Il doit faire remarquer à ce sujet que l'état de la production italienne ne permet pas de dépasser le chiffre de 30.000 tonnes pendant la première année de validité de l'Accord comme il est prévu dans la liste des contingents.

Toutefois, dans son désir d'aider à la recherche d'une solution, le Gouvernement italien est en train de faire son possible pour pouvoir disposer d'une quantité supplémentaire de minerais de zinc à fournir à la Pologne.

Dans le cas où cette éventualité se réaliserait sur le plan pratique, le Gouvernement italien se déclare d'accord pour que le contingent du semestre juillet-décembre 1949, de même que le contingent du semestre suivant janvier-juin 1950, soit porté de 15.000 à 20.000 tonnes pour chacun de ces deux semestres. Si le Gouvernement italien se voyait dans l'impossibilité d'augmenter les deux contingents semestriels dans la mesure indiquée ci-dessus, il préviendrait le Gouvernement polonais avant le 15 août 1949 pour le premier de ces semestres et avant le 15 février 1950 pour le second.

2. En ce qui concerne le contingent de roulements à billes, fixé dans la liste des contingents de l'Accord que nous venons de signer à $ 2.000.000 pour les douze mois à venir, le Gouvernement italien, dans son désir de régler d'une façon définitive toute question afférante aux fournitures relatives à l'année 1948, est d'accord — en voie tout-à-fait exceptionnelle — d'autoriser une exportation de roulements à billes, pour les douze mois à venir, pour un montant de $ 1.000.000, en dehors du contingent susdit.

3. Selon la demande de la Délégation polonaise tendant à établir un contingent pour l'importation d'eau de vie en Italie dans la période 1er juillet 1949-30 juin 1950, le Gouvernement italien se déclare d'accord de permettre, en voie exceptionnelle, l'importation en Italie de l'eau de vie polonaise jusqu'à concurrence de $ 20.000 pour la susdite période.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation polonaise au Président de la Délégation italienne

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Au moment de signer l'Accord sur l'échange des marchandises et les listes d'exportation et d'importation applicables pendant la première période annuelle couvrant la période du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950, je tiens à confirmer ce qui suit:

1. Le Gouvernement italien a fait porter toute son attention sur la demande polonaise de fixer le contingent de minerais de zinc à 50.000 tonnes par an. Il doit faire remarquer à ce sujet que l'état de la production italienne ne permet pas de dépasser le chiffre de 30.000 tonnes pendant la première année de validité de l'Accord comme il est prévu dans la liste des contingents.

Toutefois, dans son désir d'aider à la recherche d'une solution, le Gouvernement italien est en train de faire son possible pour pouvoir disposer d'une quantité supplémentaire de minerais de zinc à fournir à la Pologne.

Dans le cas où cette éventualité se réaliserait sur le plan pratique, le Gouvernement italien se déclare d'accord pour que le contingent du semestre juillet-décembre 1949, de même que le contingent du semestre suivant janvier-juin 1950, soit porté de 15.000 à 20.000 tonnes pour chacun de ces deux semestres. Si le Gouvernement italien se voyait dans l'impossibilité d'augmenter les deux contingents semestriels dans la mesure indiquée ci-dessus, il préviendrait le Gouvernement polonais avant le 15 août 1949 pour le premier de ces semestres et avant le 15 février 1950 pour le second.

2. En ce qui concerne le contingent de roulements à billes, fixé dans la liste des contingents de l'Accord que nous venons de signer à $ 2.000.000 pour les douze mois à venir, le Gouvernement italien, dans son désir de régler d'une façon définitive toute question afférante aux fournitures relatives à l'année 1948, est d'accord — en voie tout-à-fait exceptionnelle — d'autoriser une exportation de roulements à billes, pour les douze mois à venir, pour un montant de $ 1.000.000, en dehors du contingent susdit.

3. Selon la demande de la Délégation polonaise tendant à établir un contingent pour l'importation d'eau de vie en Italie dans la période 1er juillet 1949-30 juin 1950, le Gouvernement italien se déclare d'accord de permettre, en voie exceptionnelle, l'importation en Italie de l'eau de vie polonaise jusqu'à concurrence de $ 20.000 pour la susdite période ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement polonais est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation polonaise
ADAM ROSE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation polonaise

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

Me référant à ce qui est prévu à l'art. 4 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que tant que le système de change pratiqué actuellement en Italie restera en vigueur:

I. La conversion en lires italiennes du montant en dollars des ordres de paiement transmis par la « Narodowy Bank Polski » à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » sera effectuée:

a) pour le 50 % du montant en dollars, sur la base du cours moyen mensuel du dollar U.S.A. d'exportation (conti valutari 50 %) fixé par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » en conformité du Décret Législatif italien du 28 novembre 1947, n. 1347, valable le jour dans lequel l'« Ufficio Italiano dei Cambi » passe l'ordre de paiement à la « Banca d'Italia »;

b) pour le 50 % restant, sur la base du cours de clôture du dollar U.S.A. d'exportation (conti valutari 50 %) côté à la Bourse de Rome le jour ouvrable précédant celui dans lequel l'« Ufficio Italiano dei Cambi » passe l'ordre de paiement à la « Banca d'Italia ».

II. En ce qui concerne les versements à effectuer par les interessés italiens, la conversion des lires italiennes en dollars ou des dollars en lires italiennes sera faite:

a) pour le 50 %, sur la base du cours moyen mensuel du dollar visé à l'alinéa *a*) ci-dessus, valable le jour du versement à l'« Ufficio Italiano dei Cambi »;

b) pour le 50 % restant, sur la base du cours de clôture du dollar U.S.A. visé à l'alinéa *b*) ci-dessus, valable le jour précédant celui du versement à l'« Ufficio Italiano dei Cambi ».

Il est bien entendu que les dispositions ci-dessus seront réexaminées, à la demande de l'un des deux Gouvernements, si, avant que l'Accord signé aujourd'hui vienne à expiration, il paraissait en matière de devises de nouvelles prescriptions italiennes, en particulier des

prescriptions d'ordre général, susceptibles de désavantager les échanges polono-italiens, en vue de trouver une solution satisfaisante pour les deux Parties.

Je vous serais gré de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement polonais sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation polonaise
au Président de la Délégation italienne

Rome, le 15 juin 1949

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Me référant à ce qui est prévu à l'art. 4 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que tant que le système de change pratiqué actuellement en Italie restera en vigueur:

I. La conversion en lires italiennes du montant en dollars des ordres de paiement transmis par la « Narodowy Bank Polski » à l'« Ufficio Italiano dei Cambi » sera effectuée:

a) pour le 50 % du montant en dollars, sur la base du cours moyen mensuel du dollar U.S.A. d'exportation (conti valutari 50 %) fixé par l'« Ufficio Italiano dei Cambi » en conformité du Décret Législatif italien du 28 novembre 1947, n. 1347, valable le jour dans lequel l'« Ufficio Italiano dei Cambi » passe l'ordre de paiement à la « Banca d'Italia »;

b) pour le 50 % restant, sur la base du cours de clôture du dollar U.S.A. d'exportation (conti valutari 50 %) côté à la Bourse de Rome le jour ouvrable précédant celui dans lequel l'« Ufficio Italiano dei Cambi » passe l'ordre de paiement à la « Banca d'Italia ».

II. En ce qui concerne les versements à effectuer par les interessés italiens, la conversion des lires italiennes en dollars ou des dollars en lires italiennes sera faite:

a) pour le 50 %, sur la base du cours moyen mensuel du dollar visé à l'alinéa *a*) ci-dessus, valable le jour du versement à l'« Ufficio Italiano dei Cambi »;

b) pour le 50 % restant, sur la base du cours de clôture du dollar U.S.A. visé à l'alinéa *b*) ci-dessus, valable le jour précédant celui du versement à l'« Ufficio Italiano dei Cambi ».

Il est bien entendu que les dispositions ci-dessus seront réexaminées, à la demande de l'un des deux Gouvernements, si, avant que l'Accord signé aujourd'hui vienne à expiration, il paraissait en matière de devises de nouvelles prescriptions italiennes, en particulier des prescriptions d'ordre général, susceptibles de désavantager les échanges polono-italiens, en vue de trouver une solution satisfaisante pour les deux Parties.

Je vous serais gré de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement polonais sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement polonais est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation polonaise
ADAM ROSE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 gennaio 1950, n. 290.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero delle Clarisse di Santa Chiara, con sede in Rieti.

N. 290. Decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero delle Clarisse di Santa Chiara, con sede in Rieti, e viene autorizzato il trasferimento a favore del Monastero anzidetto di due fabbricati adiacenti tra loro, situati in Rieti, posseduti « animo domini » dall'ente, da epoca preconcordataria, valutati L. 3.000.000.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 maggio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 gennaio 1950, n. 291.

Istituzione di un posto di professore di ruolo per la cattedra di architettura e composizione architettonica presso la Facoltà di ingegneria del Politecnico di Milano.

N. 291. Decreto del Presidente della Repubblica 26 gennaio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene istituito un posto di professore di ruolo per la cattedra di architettura e composizione architettonica presso il Politecnico di Milano.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 1º giugno 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 marzo 1950, n. 292.

Autorizzazione alla Cassa scolastica della Scuola tecnica commerciale « G. Romano » di Roma ad accettare una donazione.

N. 292. Decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola tecnica commerciale « G. Romano » di Roma, viene autorizzata ad accettare la donazione di nominali L. 10.000 in titoli di Stato, fatta dalla famiglia Bellia allo scopo di istituire un premio di studio intitolato al nome della professoressa Fortunata Maria Salerno Bellia.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 maggio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 marzo 1950, n. 293.

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale « R. Piria » di Reggio Calabria ad accettare una donazione.

N. 293. Decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale « R. Piria » di Reggio Calabria, viene autorizzata ad accettare la donazione di nominali L. 160.000 in titoli di Stato, fatta dalla famiglia dell'on. Giuseppe Vilardi allo scopo di istituire un premio di studio al nome del rag. Paolo Vilardi.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 maggio 1950

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 marzo 1950, n. 294.

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale di Forlì ad accettare un legato.

N. 294. Decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale di Forlì viene autorizzata ad accettare un legato di nominali L. 100.000 in titoli di Stato 5 %, disposto in suo favore dalla signora Avoni Iole allo scopo di istituire col reddito annuo una borsa di studio annuale al nome di Angelo Venturi.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 maggio 1950

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 maggio 1950.

Rimozione dalla carica del sindaco di Marino (Roma).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

In occasione dello sciopero generale del 22 marzo 1950, indetto dalla Confederazione generale del lavoro per i luttuosi incidenti di Lentella (Chieti), il sindaco di Marino (Roma), dott. Giovanni Loreti, sino dal mattino, ingiungeva ai dipendenti comunali, i quali attendevano regolarmente al lavoro, di abbandonare gli uffici e partecipare allo sciopero stesso, ordinando, altresì, in seguito al rifiuto opposto da taluni di essi, di chiudere la porta di ingresso della sede municipale e d'impedire l'accesso al pubblico.

Allontanatosi, quindi, da Marino il predetto amministratore, vi faceva ritorno alle 18 — ora in cui, secondo le disposizioni impartite dagli stessi organi sindacali, lo sciopero doveva cessare — ed organizzava nella sede della locale Camera del lavoro un comizio, durante il quale eccitava gli animi contro le autorità costituite.

Terminato il comizio, la massa dei partecipanti, da lui capeggiata, tentava di portarsi nel centro dell'abitato per svolgere una manifestazione di protesta.

Per ben tre volte il dirigente del locale Commissariato di pubblica sicurezza, affiancato dal comandante della Stazione carabinieri, diffidò, a voce alta, il Loreti a sciogliere il corteo perchè non autorizzato.

Senonchè, il predetto amministratore, precisava che era intendimento dei lavoratori presenti di effettuare quella manifestazione.

Tale comportamento, improntato a spirito di parte, ha concorso direttamente ad acuire la tensione degli animi, ponendo, in tal modo, le premesse di possibili, gravi turbative dell'ordine pubblico.

Infatti, la massa dei dimostranti, incoraggiata dall'atteggiamento assunto dal sindaco e sempre da lui capeggiata, ruppe un cordone di sbarramento della Forza pubblica predisposto dal predetto funzionario di pubblica sicurezza, provocando una violenta mischia, che cessò solo in seguito all'intervento di rinforzi di agenti di pubblica sicurezza.

In conseguenza di così gravi incidenti, i quali avrebbero potuto avere un epilogo luttuoso, il Prefetto di Roma, accertata la piena responsabilità del Loreti, lo sospese dalla carica per gravi motivi di ordine pubblico, proponendone, altresì, al Ministero la rimozione, ai sensi dell'art. 149 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Considerato che il sindaco di Marino è venuto meno, con la sua condotta illegale e faziosa, agli imprescindibili doveri della sua carica, creando, quindi una situazione pregiudizievole per l'ordine e la sicurezza pubblica, si ritiene di aderire alla proposta suddetta.

Pertanto, è stato predisposto l'unito schema di dicreto, che mi onoro sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma e col quale, per sanzionare adeguatamente l'azione del predetto amministratore, viene ordinata la sua ineleggibilità per il periodo di anni tre, a termini del comma ottavo del citato art. 149.

Roma, addì 12 maggio 1950

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il sindaco di Marino (Roma), dottor Giovanni Loreti, in occasione dello sciopero generale del 22 marzo 1950, ha improntato la sua condotta a principî di illegalità e di parte, creando i presupposti di gravi turbative dell'ordine pubblico;

Ritenuto che ricorrono gli estremi di cui all'art. 149, settimo comma, del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale per ordinarne la rimozione della carica;

Visti il testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, ed il relativo regolamento, nonchè il decreto legislativo luogotenenziale 7 gennaio 1946, n. 1;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Il dott. Giovanni Loreti, sindaco di Marino, è rimosso dalla carica e non potrà essere rieletto se non dopo tre anni dalla data del presente decreto.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 30 maggio 1950

EINAUDI

SCELBA

(2444)

DECRETO MINISTERIALE 25 febbraio 1950.

Attivazione del nuovo catasto terreni in alcuni Comuni della provincia di Pisa.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sul nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la sua esecuzione, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1539;

Visto l'art. 141 del regolamento per la conservazione del nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 dicembre 1938, n. 2153;

Ritenuta l'opportunità di iniziare la conservazione del nuovo catasto terreni per tutti i Comuni che alla

data del presente decreto fanno parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Lari, in provincia di Pisa;

Decreta:

La conservazione del nuovo catasto terreni, formato a norma del testo unico approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, avrà inizio dal giorno 1° luglio 1950 per tutti i Comuni che, alla data del presente decreto, fanno parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Lari, in provincia di Pisa.

Da tale data cessano le operazioni intese a mantenere al corrente il catasto preesistente.

Il direttore generale del Catasto e dei servizi tecnici erariali e quello delle Imposte dirette sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 febbraio 1950

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1950
Registro Finanze n. 9, foglio n. 125. — LESEN

(2355)

DECRETO MINISTERIALE 28 febbraio 1950.

Attivazione del nuovo catasto terreni in alcuni Comuni della provincia di Siena.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il testo unico delle leggi sul nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la sua esecuzione, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1539;

Visto l'art. 141 del regolamento per la conservazione del nuovo catasto terreni, approvato con regio decreto 8 dicembre 1938, n. 2153;

Ritenuta l'opportunità di iniziare la conservazione del nuovo catasto terreni per i comuni di Buonconvento, Montalcino, Murlo e San Giovanni d'Asso, facenti parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Siena:

Decreta:

La conservazione del nuovo catasto terreni, formato a norma del testo unico approvato con regio decreto 8 ottobre 1931, n. 1572, avrà inizio dal giorno 1° luglio 1950 per i comuni di Buonconvento, Montalcino, Murlo e San Giovanni d'Asso, facenti parte della circoscrizione distrettuale delle imposte dirette di Siena.

Da tale data cessano le operazioni intese a mantenere al corrente il catasto preesistente.

Il direttore generale del Catasto e dei servizi tecnici erariali e quello delle Imposte dirette sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 febbraio 1950

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1950
Registro Finanze n. 9, foglio n. 127. — LESEN

(2356)

DECRETO MINISTERIALE 11 maggio 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Parma.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 23 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Parma;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Parma n. 52999 in data 17 aprile 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Salvini Opilio rappresentante dei datori di lavoro, richiesta dall'associazione sindacale interessata, in quanto dimissionario, con il sig. Tosi Libero, della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Salvini Opilio è sostituito con il sig. Tosi Libero, quale rappresentante dei datori di lavoro nella Commissione provinciale per il collocamento di Parma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 maggio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2366)

DECRETO MINISTERIALE 17 maggio 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Grosseto.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 17 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Grosseto;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Grosseto n. 1814 in data 28 aprile 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del dott. Mecca Leonardo, rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura, richiesta dall'Amministrazione interessata in quanto dimissionario, con il perito agrario Felli Pietro, dello stesso Ispettorato provinciale dell'agricoltura:

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Mecca Leonardo è sostituito con il perito agrario Felli Pietro quale rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura nella Commissione provinciale per il collocamento di Grosseto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 maggio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2362)

DECRETO MINISTERIALE 17 maggio 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Varese.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 9 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Varese;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Varese n. 4085 in data 27 aprile 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Tamborini Mario, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata in quanto trasferito ad altra sede, con il sig. Sala Fedele, della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Tamborini Mario è sostituito con il sig. Sala Fedele, quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Varese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 maggio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2363)

DECRETO MINISTERIALE 22 maggio 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Asti.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 9 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Asti;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Asti n. 3751 in data 28 aprile 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del dott. Riva Natale rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura, richiesta dall'Amministrazione interessata, con il dott. Donati Giuseppe, dello stesso Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il dott. Riva Natale è sostituito con il dott. Donati Giuseppe, quale rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura nella Commissione provinciale per il collocamento di Asti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 maggio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2364)

DECRETO MINISTERIALE 22 maggio 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento, nella provincia di Alessandria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 6 febbraio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Alessandria;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Alessandria n. 7060 in data 29 aprile 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Buffarello Alberto rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata in quanto dimissionario, con il sig. Sartirana Giuseppe, della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Buffarello Alberto è sostituito con il sig. Sartirana Giuseppe, quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Alessandria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 maggio 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2365)

DECRETO MINISTERIALE 24 maggio 1950.

Autorizzazione temporanea alla Sezione di credito fondiario del Banco di Napoli ad emettere obbligazioni sino a trenta volte l'ammontare complessivo del proprio patrimonio.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 10 ottobre 1929, n. 1894, convertito nella legge 12 maggio 1930, n. 653;

Vista la legge 20 maggio 1949, n. 327;

Vista la legge 29 luglio 1949, n. 474;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Articolo unico.

La Sezione di credito fondiario del Banco di Napoli è autorizzata ad emettere obbligazioni sino a trenta volte l'ammontare complessivo del proprio patrimonio.

La presente autorizzazione è valida sino a quando il fondo di dotazione della predetta Sezione, attualmente in L. 100 milioni, non venga aumentato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 maggio 1950

Il Ministro: PELLA

(2387)

DECRETO MINISTERIALE 24 maggio 1950.

Autorizzazione alla Banca popolare cooperativa di Codroipo (Udine) a compiere operazioni di credito agrario di esercizio nel territorio dei comuni di Codroipo, Rivignano, Bertiolo e Sedegliano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Vista la domanda della Banca popolare cooperativa di Codroipo (Udine);

Vista la deliberazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

La Banca popolare cooperativa di Codroipo (Udine) è autorizzata a compiere nel territorio dei comuni di Codroipo, Rivignano, Bertiolo e Sedegliano, in provincia di Udine, operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme e alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 maggio 1950

Il Ministro: PELLA

(2390)

DECRETO MINISTERIALE 30 maggio 1950.

Autorizzazione all'applicazione di nuove tariffe pei Magazzini generali raccordati con silos da cereali, di Novara.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n, 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, nonchè il relativo regolamento di esecuzione approvato col regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Vista la domanda per la modifica al vigente regolamento e per l'aumento delle tariffe legalmente praticate, presentata dai Magazzini generali raccordati con silos da cereali di Novara autorizzati all'esercizio con decreto Ministeriale 1° maggio 1932;

Vista la deliberazione n. 2 in data 13 gennaio 1948, adottata dalla Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Novara, che esprime parere favorevole alla chiesta modificazione del regolamento;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato provinciale dei prezzi di Novara il 9 dicembre 1949 per l'approvazione delle nuove tariffe di deposito e la lettera n. 1924 in data 5 aprile 1950 del predetto Comitato, relativa all'inclusione, nel nuovo tariffario, della voce « riso lavorato in sacchi »;

Sentito il Comitato interministeriale dei prezzi;

Decreta:

Art. 1.

I Magazzini generali raccordati con silos da cereali di Novara, sono autorizzati ad applicare le nuove norme regolamentari e le nuove condizioni tariffarie approvate con le citate deliberazioni 13 gennaio 1948, 9 dicembre 1949 e 5 aprile 1950 della Giunta camerale di Novara e del Comitato provinciale dei prezzi.

Art. 2.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Novara è incaricata di vigilare sull'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 maggio 1950

Il Ministro: TOGNI

(2360)

DECRETO MINISTERIALE 30 maggio 1950.

Divieto di pesca nel lago di Garda.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il regio decreto 13 novembre 1931, n. 1526, che disciplina l'esercizio della pesca nel lago di Garda, suoi affluenti ed emissario;

Visti i regi decreti 11 ottobre 1934, n. 2060 e 14 luglio 1937, n. 1405, recanti modifiche al suddetto regolamento;

Visto il regolamento sulla pesca fluviale e lacuale, approvato con regio decreto 22 novembre 1914, n. 1486;

Vista la proposta formulata dalla Cooperativa pescatori di Garda, tendente ad ottenere che i periodi di divieto di pesca di alcune specie di pesci siano fissati durante l'effettivo periodo della riproduzione;

Visto il parere favorevole espresso dallo Stabilimento ittiogenico di Brescia;

Ritenuta l'opportunità di accogliere la suddetta proposta;

Decreta:

Art. 1.

La pesca del carpione nel lago di Garda è vietata dal 1° dicembre al 31 gennaio e dal 15 giugno al 31 luglio.

Art. 2.

La pesca dei pesci della specie alosa (agone, cheppia, sardena) nel lago di Garda è vietata dal 6 al 10 giugno nella zona di lago posta a sud della congiungente Punta San Vigilio-Punta di Manerba e dal 26 al 30 giugno nella zona di lago posta a nord di detta congiungente.

Art. 3.

Le infrazioni alle presenti disposizioni saranno punite a norma di legge.

Il Consorzio per la tutela della pesca nei laghi di Garda, Idro e Iseo provvederà, nel modo che riterrà meglio adatto, a portare quanto sopra a conoscenza degli interessati.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 maggio 1950

Il Ministro: SEGNI

(2349)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Elenco delle specialità medicinali per le quali è stato emesso il decreto di diniego di registrazione in data 12, 19 e 21 dicembre 1949; 12, 13 e 18 gennaio 1950.

Codotion: Ditta Martini Co di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Neutron: Ditta Martini Co di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Targesin: Farmigea di Pisa (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Sod-Angin: Ditta Bottini di Genova (art. 17, n. 2, regio decreto 3 marzo 1927, n. 478).

Reobil: Ditta Martinis Co di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Vitamina C: Ditta Vita Farmaceutici di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Antidolorico sollievo: Ditta Chimica Lisetto di Venezia (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Biolactal: Ditta E. Colli di Lucca (legge 1° maggio 1941, numero 422, prodotto pari).

Vit. Pulmina: Ditta Camillo Corvi di Piacenza (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Seti (Brisson Paris): Ditta Rotta di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Tiobexin: Ditta Martinis e Co di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Neurosan: Ditta Martinis e Co di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Ercolina: Ditta Guadalini Emo di Firenze (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Corticobiol: Istituto Neoterapico Italiano di Bologna (articolo 17, n. 1, regio decreto 3 marzo 1927, n. 478).

200 *Salicil*: Ditta Savoldelli di Bergamo (art. 17, n. 2, regio decreto 3 marzo 1927, n. 478).

Epatiko: Ditta Zenit di Milano (legge 1° maggio 1941, numero 422, prodotto pari).

Trisulfamidina: Ditta Spensa di Firenze (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Darthronol (Roerig): Ditta Spemsa di Firenze (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Activarol (Rolland Paris): Ditta Maccone di Milano (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Livier iniettabile (Vitarine): Ditta Imex di Trieste (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Metilcanfol: Ditta Smae di Venezia (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Laccoderme (Brisson Paris): Ditta Rotta di Torino (legge 1° maggio 1941, n. 422, prodotto pari).

Encinal: Ditta Sais di Venezia (art. 17, n. 1, regio decreto 3 marzo 1927, n. 478).

(2277)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Apostolescu Calin di Vasile, nato a Bucarest il 29 gennaio 1909, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in scienze matematiche conseguito presso l'Università di Roma nel 1939.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(2376)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Passaggio al patrimonio dello Stato di immobili demaniali siti in comune di Venezia

Con decreto interministeriale in data 31 dicembre 1949, per cessato interesse agli effetti della difesa dello Stato, gli immobili siti in comune di Venezia, di cui ai rispettivi mappali 3 4 - 5 6 7 - 8 - 9 10 14 - Sezione Murano, foglio n. 41, cessano dalla destinazione di uso pubblico e passano al patrimonio dello Stato.

(2220)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Revoca della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Gualtieri (Reggio Emilia)

La zona di ripopolamento e cattura di Gualtieri (Reggio Emilia), della estensione di ettari 442 circa, di cui ai decreti Ministeriali 31 gennaio 1947 e 30 luglio 1949, è revocata.

(2217)

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorso straordinario al Presidente della Repubblica

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 13 marzo 1950, registrato alla Corte dei conti il 6 maggio 1950, è stato respinto il ricorso straordinario presentato dal sig. Carolei Ugo, ex avventizio di 3ª categoria, avverso il decreto del Ministro per le finanze dell'11 febbraio 1948, n. 74194, che lo dichiarava cessato dal servizio dal 1° giugno 1947.

(2340)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 41.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 67 — Data: 11 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catanzaro — Intestazione: Cincinnati Giacomina — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 45,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 23798 — Data: 28 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Montemurro Salvatore — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 4000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10 — Data: 21 agosto 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Imperia — Intestazione: Liprandi Ernestina fu Ippolito — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Capitale L. 1.400.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1606 — Data: 14 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Furitano Luigi di Calcedonio — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 7000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 552 — Data: 4 settembre 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Selvaggio Antonio fu Bartolomeo — Titoli del Debito pubblico: Obbligazioni Venezie 3,50 % — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1865 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Selvaggio Antonio fu Bartolomeo — Titoli del Debito pubblico: Obbligazioni Venezie 3,50 % — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1432 — Data: 4 maggio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Sillitti La Lumia Ignazio — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 60.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 446 — Data: 7 febbraio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Treviso — Intestazione: Banca Nazionale dell'Agricoltura — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 15.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 136 — Data: 3 febbraio 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Pavia — Intestazione: Bargiggia Fausta di Mario — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50% (1934) — Capitale L. 11.800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 346 — Data: 16 dicembre 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bari — Intestazione: Andriola Bartolomeo fu Domenico — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 27.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 98 — Data: 11 gennaio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Alessandria — Intestazione: Bigatti Andrea di Michele — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 30.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1540 — Data: 1° settembre 1942 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Palermo — Intestazione: Cuccia Francesco fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 % — Rendita L. 535.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 131 — Data: 12 febbraio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Scuderi Alfio fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Rendita L. 430,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 206 — Data: 8 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Scuderi Alfio fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Rendita L. 266.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 27 maggio 1950

Il direttore generale: De Liguoro

(2377)

Diffida per tramutamento di certificato di rendita Consolidato 3,50% (1906)

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 42.

E' stato chiesto il tramutamento in cartelle al portatore del certificato di rendita Cons. 3,50 % (1906) n. 110281, di annue L. 980, intestato a Boeris Carlo fu Domenico, domiciliato a Torino ed ipotecato a favore di Azimonti Angela fu Alessandro.

Poichè il detto certificato proviene dalla rinnovazione di altro sprovvisto del secondo mezzo foglio di compartimenti, già usato per la riscossione degli interessi semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 27 maggio 1950

Il direttore generale: De Liguoro

(2378)

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del Tesoro Divisione X Portafoglio

N. 106

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 9 giugno 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,80	145,25
» Firenze	—	—
» Genova	624,80	144,90
» Milano	624,80	145,05
» Napoli	624,70	144,75
» Palermo	—	—
» Roma	624,77	145,05
» Torino	—	—
» Trieste	624,83	145,10
» Venezia	624,80	145,30

Media dei titoli del 9 giugno 1950

Rendita 3,50 % 1906	73,90
Id. 3,50 % 1902	70,35
Id. 3 % lordo	52,35
Id. 5 % 1935	99,875
Redimibile 3,50 % 1934	75 —
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	73,85
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	72,375
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,95
Id. 5 % 1936	95,40
Buoni del Tesoro 5 % (15 settembre 1950)	99,90
Id. 5 % (15 aprile 1951)	99,925
Id. 4 % (15 settembre 1951)	98,825
Id. 5 % convertiti 1951	99,90

Il contabile del Portafoglio dello Stato
Di Cristina

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 9 giugno 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,78
1 franco svizzero	» 145,05

Cambi di compensazione vigenti
(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,81	» franco francese
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Olanda	» 164,41	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera (c/ spese portuali transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 144,39	» franco svizzero

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa agricola « N. Colajanni », con sede in Menfi.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 22 maggio 1950, i poteri conferiti al dott. Antonino Papa, commissario della Società cooperativa « N. Colajanni » con sede in Menfi, sono stati prorogati al 30 settembre 1950.

(2282)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Viterbo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, numero 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Viterbo in data 26 gennaio 1950, n. 1454, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1949 è costituita come appresso:

Presidente:
Pignataro dott. Nilo, vice prefetto.

Componenti:
Calbi dott. Michele, medico provinciale;
De Antoni prof. dott. Vittorio, docente di clinica medica e patologia speciale medica;
Cirenei prof. dott. Anacleto, docente di clinica chirurgica e patologia speciale chirurgica;
Colesanti dott. Cosimo, medico condotto.

Segretario:
Berni dott. Domenico.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Viterbo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 16 maggio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2417)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Viterbo.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, numero 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Viterbo in data 26 gennaio 1950, n. 1454, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1949;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1949 è costituita come appresso:

Presidente:
Giordano dott. Giuseppe, consigliere di prima classe.

Componenti:
Calbi dott. Michele, medico provinciale;
Borsò prof. dott. Angiolo, docente di clinica ostetrica;
Savignoni prof. dott. Ferdinando, docente in clinica ostetrica;
Gasponi Maria, ostetrica condotta.

Segretario:
Berni dott. Domenico.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Viterbo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 16 maggio 1950

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2418)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione di un componente effettivo della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di L'Aquila.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 15 febbraio 1950, registrato alla Corte dei conti il 6 marzo 1950, con cui è stata nominata, fra le altre, la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte d'appello di L'Aquila;
Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del componente effettivo avv. Speranza Vincenzo, del Foro di detta città, il quale ha rassegnato le dimissioni;

Decreta:

L'avv. Giuliani Pietro del Foro di L'Aquila, è nominato componente effettivo della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte d'appello di detta città, in sostituzione dell'avv. Speranza Vincenzo, dimissionario.

Roma, addì 3 maggio 1950

Il Ministro: PICCIONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *maggio* 1950
Registro Grazia e giustizia n. 15, *foglio n.* 275. — OLIVA

(2419)

Sostituzione di un componente supplente della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Perugia.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 15 febbraio 1950, registrato alla Corte dei conti il 6 marzo 1950, con cui è stata nominata, fra le altre, la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte d'appello di Perugia;
Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del componente supplente dott. Calzetti Giuseppe, sostituto procuratore generale nella predetta Corte d'appello, il quale è stato trasferito ad altra sede;

Decreta:

Il dott. Carlevaris Armando, sostituto procuratore generale della Repubblica presso la Corte d'appello di Perugia, è nominato componente supplente della Commissione per gli esami di procuratore presso tale Corte d'appello, in sostituzione del dott. Calzetti Giuseppe.

Roma, addì 13 maggio 1950

Il Ministro: PICCIONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *maggio* 1950
Registro Grazia e giustizia n. 15, *foglio n.* 172. — OLIVA

(2420)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione di un componente effettivo della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Roma.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 15 febbraio 1950, registrato alla Corte dei conti il 6 marzo 1950, con cui è stata nominata, fra le altre, la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte d'appello di Roma;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del componente effettivo prof. Gismondi Pietro, il quale ha fatto presente di non poter accettare l'incarico conferitogli a causa di impegni precedentemente assunti;

Decreta:

Il prof. Lavaggi Giuseppe, dell'Università degli studi di Cagliari, residente in Roma, è nominato componente effettivo della Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte d'appello di Roma, in sostituzione del prof. Gismondi Pietro.

Roma, addì 26 aprile 1950

Il Ministro: PICCIONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 maggio 1950
Registro Grazia e giustizia n. 15, foglio n. 153. — OLIVA

(2421)

PREFETTURA DI VARESE

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il bando di concorso in data 31 dicembre 1948, numero 1533/San. per tre posti di medico condotto, vacanti nei Comuni di questa Provincia alla data del 30 novembre 1948;

Visto il proprio decreto in data 11 marzo 1950, col quale vennero ammessi al concorso sopra descritto 50 candidati;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, costituita con i decreti dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 26 novembre 1949, 2 febbraio 1950 e 5 aprile 1950, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* e all'albo di questa Prefettura;

Vista la graduatoria di merito formulata dalla Commissione giudicatrice;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni;

Visto l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso descritto nella premessa:

1. Locatelli dott. Enrico	punti	108,68
2. Chiarelli dott. Francesco	»	104,30
3. Perina dott. Guido	»	101,75
4. Lischetti dott. Gino	»	91,80
5. Dominici dott. Romano	»	88,40
6. Giudici dott. Leonardo	»	87,56
7. Guglielmo dott. Valentino	»	86,52
8. Loi dott. Emiliano	»	86,05
9. Sartoriggi dott. Arturo	punti	84,75
10. Riberti dott. Ives	»	81,53
11. Giordano dott. Nicodemo	»	78,32
12. Savi dott. Carmelito	»	77,36
13. Zocchi dott. Angelo	»	76,62
14. Vanzulli dott. Mario	»	75,30
15. Pozzi dott. Aldo	»	74,64
16. Guidarelli dott. Aldo	»	74,42
17. Ortelli dott. Umano	»	73,97
18. Tronconi dott. Ovidio Adele	»	73,49
19. Asquer dott. Giovanni	»	72,55
20. Petracca dott. Antonio	»	72,44
21. Tognella dott. Francesco	»	70,41
22. Schiesari dott. Vincenzo	»	70,22
23. Soldati dott. Giuseppe	»	69,48
24. Miadonna dott. Tommaso	»	67,96
25. Corradi dott. Cesare	»	67,32
26. Fornasari dott. Cornelio	»	64,93
27. Basile dott. Giuseppe	»	63,60
28. Brusori dott. Giuseppe	»	59,30
29. Naldi dott. Bruno	»	57,44
30. Chiolini dott. Francesco	»	56,11

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Varese, addì 15 maggio 1950

Il prefetto: VINCENTI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il bando di concorso in data 31 dicembre 1948, numero 1533/San. per tre posti di medico condotto, vacanti nei Comuni di questa Provincia alla data del 30 novembre 1948;

Visto il proprio decreto in data 11 marzo 1950, col quale vennero ammessi al concorso sopra descritto 50 candidati;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, costituita con i decreti dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 26 novembre 1949, 2 febbraio 1950 e 5 aprile 1950, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* e all'albo di questa Prefettura;

Visto il proprio decreto in data odierna, col quale è stata approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice;

Visto l'ordine di preferenza per le sedi messe a concorso indicati dai candidati compresi nella graduatoria medesima;

Vista la legge 1° marzo 1949, n. 55;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati, compresi nella graduatoria del concorso sopra specificato, sono dichiarati vincitori del posto a fianco di ciascuno indicato:

1. Locatelli dott. Enrico: Ternate - Varano Borghi Cazzago Brabbia Comabbio;
2. Chiarelli dott. Francesco: Samarate;
3. Perina dott. Guido: Solbiate Olona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Varese, addì 15 maggio 1950

Il prefetto: VINCENTI

(2323)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.